LES ECOLES DU MANITOBA

Le jugement du Conseil Privé, dans la cause des écoles du Manitoba, nous est parvenu.

Le télégraphe ne nous avait point trompés : les ennemis de notre nationalité et de notre foi triomphent ; la décision de la Cour Suprême est renversée ; l'acte passé par le gouvernement Greenway, sur la proposition du procureur général, M. Martin, est déclaré valide ; les écoles séparées du Manitoba sont abolies.

C'est à-dire : Manitoba aura désormais des écoles publiques, écoles neutres d'où tout exercice religieux sera banni, et dont les livres devront être approuvés par un bureau d'aviseurs.

Et tous les citoyens, catholiques comme protestants, seront tenus de payer une taxe pour la construction et l'entretien de ces écoles.

Ce jugement, très élaboré, frappant par son apparenté modération, porte, en réalité, atteinte à ce que toutes les lois humaines ne peuvent nous empêcher d'appeler un droit sacré : le droit des parents dans l'éducation de leurs enfants ; il blesse au cœur tout un peuple, loyal sujet de Sa Majesté ; il établit, au sein d'une province jusqu'à ce jour heureuse et prospère, un état de choses qui, en d'autres pays, a créé des misères profondes ; il soumet la minorité au pouvoir du nombre ; il oppose nécessairement une race à une autre race ; il ouvre une ère de lutte, et de la plus terrible des luttes : celle qui se livre sur le terrain de la nationalité, de la langue et de la religion.

Pourtant, que stipulait l'acte du Manitoba de 1870 ?

Il disait :

« Clause XXII. Dans la province, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, *sujettes et conformes aux dispositions suivantes.*

(1) Rien, dans ces lois, ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'Union, par la loi ou par la coutume, à aucune classe particulière de personnes, dans la Province, relativement aux écoles séparées. »

Et commentant cet acte, le conseil d'Instruction publique du Manitoba disait :

« A l'époque de l'Union, les catholiques résidant au Manitoba avaient, sinon par la loi, au moins par la coutume, l'usage et la